

Echec de la rencontre d'évaluation sur les préparatifs des élections de 2015

PANA, 25 octobre 2014 Fin en queue de poisson dâ€™une rencontre politique sur les préparatifs électoraux de 2015 au Burundi Bujumbura, Burundi (PANA) - Les partenaires politiques sont rentrés, vendredi, de Gitega, la seconde ville du pays, sans compromis notable sur les principaux points de divergence qui subsistent encore dans la feuille de route pour des élections inclusives, apaisées et transparentes de 2015 au Burundi, apprend-on des participants.

Le leader historique des forces nationales de libération (Fnl, une ex-rébellion armée devenue aujourd'hui la principale force politique d'opposition), Agathon Rwasa, a même parlé d'une sortie "touristique", avant que le président de l'ADC, démocratique pour la changement (ADC, une coalition de 12 autres partis de l'opposition extraparlamentaire), Lâ€™oncle Ngendakumana, ne conclut, quant à lui, un "échec", y compris pour la communauté internationale qui s'attendait à ce qu'elle implique dans l'organisation de la rencontre de Gitega. La principale question de blocage est encore située au nœud du traitement à réserver aux "acteurs politiques" n'ayant plus de partis reconnus après avoir été évincés du pouvoir des dissidents "à la solde du régime", disent les perdants. Le gouvernement avait tenté de représenter à la rencontre par le ministre de l'Intérieur en charge de la gestion des partis politiques, Edouard Nduwimana. Le puissant ministre a redit que les "acteurs politiques" ne sont reconnus nulle part dans la constitution en vigueur dans le pays et ne doivent pas prétendre, dans ces conditions, au droit de mener des activités politiques en dehors de la période des deux semaines de campagnes qui précéderont les différents scrutins des mois de juin à septembre 2015. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, le diplomate gabonais, Parfait Onyanga Onanga, de son côté, n'a pas hésité à dire que les partenaires électoraux allaient avoir d'autres occasions de dialogue en vue d'élections inclusives de 2015. Les partis politiques de l'opposition avaient, la veille de la rencontre de Gitega, accusé la commission électorale nationale indépendante (CENI), pour la conduite "partielle" du processus électoral. La mise en place des démembrements provinciaux et communaux de la CENI continuent à soulever des critiques de la part des partenaires électoraux et le mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD, opposition) a même claqué la porte de ces structures dernièrement pour protester contre la "manipulation" des listes qu'il avait présentées à la CENI. L'autorité électorale est toutefois montrée ouverte au dialogue en invitant à la table des discussions, le parti frondeur.